



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

TRENTE ET UNIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

Panama (Panama), 26 - 30 avril 2010

DÉFIS ET PERSPECTIVES POUR LA SOUS-RÉGION DE L'AMÉRIQUE CENTRALE

Introduction

1. Le présent document détaille les priorités et les actions stratégiques que la FAO se propose de mettre en oeuvre à moyen terme (2010-2013), à partir d'un bilan de la sécurité alimentaire et des différentes composantes de l'agriculture en Amérique centrale (cultures, élevage, pêche et aquaculture, forêts, changement climatique, bioénergies, questions qui toutes ont une incidence directe sur les possibilités de développement de la sous-région). Il décrit ensuite les principaux défis auxquels se trouve confrontée la sous-région avant de présenter, à la lumière de cette analyse, les domaines thématiques prioritaires de l'action de la FAO dans la sous-région.

2. Cette réflexion s'inscrit dans le cadre de l'actuelle réforme institutionnelle engagée par l'Organisation dans le but d'améliorer l'efficacité de son action et d'optimiser ses interventions par rapport aux Objectifs stratégiques (OS) définis par les pays membres. La réalisation de ces objectifs, fondés sur le nouveau paradigme de l'Organisation, passe par l'obtention des Résultats organisationnels (RO) qui ont été fixés et vers lesquels doivent tendre tous les domaines d'intervention. Les progrès réalisés vers la réalisation de ces objectifs stratégiques et l'obtention des résultats organisationnels déterminent l'objectif mondial de l'Organisation, lequel suppose des actions coordonnées entre les différents niveaux d'intervention géographiques (mondial, régional, sous-régional, national). La FAO a mis au point des outils opérationnels destinés à renforcer la coordination tout en s'inscrivant dans une perspective pluriannuelle qui doit permettre d'identifier les priorités à long terme et de mobiliser les ressources de manière efficace et transparente à l'échelle régionale (Amérique latine et Caraïbes) comme à l'échelle sous-régionale (Amérique centrale). Par ailleurs, la FAO intervenant à des niveaux géographiques et administratifs différents, des outils de programmation spécifiques sont nécessaires à chacun de ces niveaux pour garantir la cohérence de ses interventions et promouvoir les économies d'échelle et les synergies entre les actions menées.

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires.

La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse www.fao.org

3. Les outils de programmation mis en place sont les suivants:
 - i) Au niveau mondial, le Plan à moyen terme 2010-2013 identifie les objectifs stratégiques et les résultats organisationnels qui déterminent les orientations aux autres niveaux d'action. Le Plan à moyen terme est complété par le Programme de travail et de budget de l'Organisation pour 2010-2011.
 - ii) Au niveau régional, le Cadre régional sur les priorités à moyen terme identifie les priorités retenues par la majorité des pays et/ou sous-régions.
 - iii) Au niveau sous-régional, le Cadre sous-régional sur les priorités à moyen terme a pour objet de coordonner les activités mises en œuvre dans les pays qui constituent une sous-région.
 - iv) Au niveau national, les Cadres nationaux sur les priorités à moyen terme identifient les actions prioritaires d'appui technique menées par la FAO à l'échelle des pays.
 - v) Au niveau sectoriel, la FAO s'appuie sur les rapports des Conférences sectorielles (COFLAC, Commission pour le développement de l'élevage en Amérique latine et dans les Caraïbes, etc.) qui, sans être à proprement parler des documents de programmation, constituent des documents techniques de référence pour tous les autres instruments de programmation régionale.
4. Le processus de définition des priorités à chacun de ces niveaux de programmation (régional, sous-régional et national) prend en compte les ressources disponibles et les capacités réelles de l'Organisation. Il permet d'identifier les domaines dans lesquels la FAO doit concentrer ses efforts pour obtenir des résultats concrets et mesurables au bénéfice des pays membres.
5. Le processus de planification de l'Organisation n'est pas un processus interne, déconnecté de l'action politique des gouvernements nationaux et de la programmation supranationale et intergouvernementale. Chacun des niveaux de programmation appelle la participation directe des instances de gouvernement correspondantes.
6. C'est pourquoi la programmation au niveau **national** est réalisée en étroite collaboration avec les gouvernements, en prenant en considération leurs priorités et programmes d'action. Le document final, Cadre national sur les priorités à moyen terme, est donc le fruit d'une concertation et d'amples discussions entre l'Organisation d'une part et les différents organismes publics dont le domaine d'action rejoint le mandat de la FAO d'autre part. Ce processus d'élaboration conjointe du document de programmation se conclut par la signature des deux parties, validant ainsi officiellement le programme de travail de l'Organisation dans le pays en question.
7. Les documents de programmation **sous-régionale** s'appuient sur les instances régionales et sous-régionales (Communauté des Caraïbes (CARICOM), Marché commun du Sud (MERCOSUR), Communauté andine (CAN), Système d'intégration centraméricaine (SICA), Unión de Naciones Suramericanas (UNASUR), etc.), en tant qu'interlocuteurs représentatifs d'un ensemble de pays, pour définir les domaines prioritaires d'assistance technique de la FAO dans la sous-région.
8. La **Conférence régionale**, élément du système de gouvernance de l'Organisation, offre la possibilité d'un large débat avec les pays concernés, en vue d'ajuster la définition des priorités à l'échelle **régionale**. Ce processus contribue à une meilleure allocation des ressources limitées et à une plus grande efficacité des actions de l'Organisation à tous les niveaux d'intervention.
9. La programmation **sous-régionale** vise à orienter les activités de la FAO à partir de cette perspective géographique. Elle n'est pas la somme des priorités identifiées à l'échelle nationale mais plutôt le fruit des priorités retenues par la Conférence régionale, sur la base des priorités nationales. Et, en accord avec les Objectifs stratégiques, les priorités sous-régionales constituent le cadre d'action retenu pour renforcer l'efficacité du travail de terrain mené par l'Organisation à l'échelle des pays.

Tendances et perspectives sous-régionales

Pauvreté, insécurité alimentaire et développement rural

10. La pauvreté et l'insécurité alimentaire, déjà étroitement interdépendantes, sont à la fois la cause et la conséquence d'autres facteurs et indicateurs sociaux, parmi lesquels les indices de santé, le revenu familial ou le niveau d'éducation. En Amérique centrale, l'analyse des données disponibles pour toutes ces variables met clairement en évidence un développement à « deux vitesses » au sein de la sous-région: i) les indicateurs du Costa Rica et du Panama se situent généralement au-dessus de la moyenne latino-américaine; ii) les données concernant le Belize, le Salvador, le Honduras et le Nicaragua montrent non seulement que les indicateurs sont inférieurs à la moyenne continentale mais aussi que pour certains comme la malnutrition chronique (Guatemala) ou la pauvreté (Honduras et Nicaragua), ils sont les plus mauvais d'Amérique latine, juste derrière Haïti.

11. Une analyse comparative de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire entre l'Amérique centrale et le reste du continent met en évidence deux constantes (problème d'accès aux aliments et réduction très lente du problème) et trois caractéristiques propres à la région: une dépendance croissante vis-à-vis des importations, une problématique essentiellement rurale et une couverture insuffisante en ce qui concerne l'eau et l'assainissement.

12. Les statistiques de la sous-alimentation pour les 15 dernières années se prêtent à une double lecture: sur la base des données du Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama, le pourcentage de la population souffrant de malnutrition a baissé, passant de 20 pour cent en 1990-1992 à 15 pour cent en 2003-2005, mais en chiffres absolus, dans ces cinq pays, la baisse a été en moyenne de 5,4 à 5,1 millions de personnes durant la même période.

13. Ces cinq millions de victimes de la malnutrition vivent dans un contexte marqué par une offre alimentaire abondante et une grande diversité sur les marchés urbains, mais plus rare en milieu rural. En milieu urbain comme en milieu rural, le problème est celui de l'accès économique aux aliments pour une grande partie de la population: en effet, à l'exception du Belize, pour lequel les données ne sont pas disponibles, la disponibilité alimentaire par habitant excède dans tous les cas l'apport calorique recommandé de 2 200 kilocalories par jour.

14. La disponibilité alimentaire en Amérique centrale doit être nuancée: la dépendance à l'égard des importations va croissant, comme l'ont eux-mêmes reconnu les ministres de l'agriculture d'Amérique centrale lors de leur Réunion ordinaire au Belize, en avril 2007. Dans le cas du maïs par exemple, la consommation s'élevait à 5,6 millions de tonnes métriques en 2006, alors que la production de la région atteignait seulement 2,8 millions.

15. Deuxième caractéristique régionale: exception faite du Costa Rica, la faim et la pauvreté affectent majoritairement la population rurale. Alors qu'au Costa Rica, 20 pour cent de la population vivant en-deça du seuil de pauvreté est rurale, dans le cas du Guatemala, du Salvador, du Nicaragua et du Honduras, la proportion est de plus de 50 pour cent et atteint jusqu'à 78,8 pour cent dans le cas de ce dernier.

16. Il convient de noter que si l'insécurité alimentaire résulte certes en grande partie des difficultés d'accès aux aliments, d'autres facteurs de risque de malnutrition, affectant principalement les foyers extrêmement pauvres, doivent aussi être pris en compte: conditions sanitaires du logement, accès à des services adéquats d'eau potable et d'élimination des eaux usées, attention à la santé, connaissance des règles d'hygiène pour la manipulation des aliments et habitudes alimentaires, notamment.

17. Ces problèmes graves persistent malgré l'augmentation des dépenses sociales dans les pays, l'aide internationale et l'impulsion donnée au commerce international dans le cadre du nouveau modèle de développement et des initiatives d'intégration dans la région. C'est pourquoi l'action politique et institutionnelle est indispensable pour garantir la sécurité alimentaire, dans une approche toujours globale et, de préférence, axée sur le milieu rural. Des actions efficaces auprès

des petits propriétaires et agriculteurs en milieu rural permettraient d'affronter simultanément trois des graves problèmes que rencontre l'Amérique centrale: la pauvreté rurale, l'offre alimentaire et la protection de l'environnement.

18. Enfin, dans l'isthme centraméricain, le secteur agroalimentaire pris globalement est l'un des plus importants en termes de contribution au PIB. En 2006, il représentait en valeur entre 7 pour cent au Panama et 18 pour cent au Nicaragua, le Honduras et le Guatemala se situant aux alentours de 14 pour cent, le Salvador 9,5 pour cent et le Costa Rica 8 pour cent. Toutefois, des estimations prenant en compte tous les maillons de la chaîne de production font état d'une contribution beaucoup plus élevée (elle atteindrait 32 pour cent par exemple au Costa Rica, et 30 pour cent au Nicaragua). En outre, au niveau agrégé, la valeur ajoutée agricole a enregistré ces dernières années une croissance supérieure à celle du PIB total au Salvador et au Nicaragua, ainsi qu'une dynamique positive au cours des deux dernières années, à la seule exception du Costa Rica.

Agriculture

19. La production agricole en Amérique centrale est caractérisée par trois grands types de cultures: céréales de base (maïs, haricots, riz et sorgho), cultures d'exportation traditionnelles (café, banane et sucre) et depuis une trentaine d'années, cultures d'exportation « non traditionnelles » (melon, ananas et autres fruits et légumes frais), ainsi que par les types de producteurs: petits producteurs (cultivant principalement des céréales de base), grands producteurs et entreprises (produisant la plus grande partie des bananes, du sucre et des fruits destinés à l'exportation) et producteurs de taille moyenne produisant du café, travaillant comme sous-traitants dans la production de sucre et de banane et engagés dans la production des cultures d'exportation non traditionnelles.

20. Entre 1990 et 2005, la superficie plantée en céréales (maïs, haricots et sorgho) est restée pratiquement inchangée, aux alentours de 13 millions d'hectares, tandis que la superficie plantée en fruits et légumes a augmenté de 50 pour cent (pour passer d'environ 1,6 millions d'hectares à 2,5). (FAOSTAT).

21. La productivité agricole est faible pour les céréales de base (le rendement moyen du maïs en Amérique centrale, par exemple, est inférieur de 70 pour cent à celui de l'Amérique du Sud), tandis que les rendements de certaines cultures d'exportation sont équivalents ou supérieurs à ceux des autres régions du monde (le rendement de la canne à sucre en Amérique centrale, par exemple, est très semblable à celui d'autres régions, et le rendement de l'ananas excède celui d'autres régions). (FAOSTAT).

22. Cependant, même lorsque les cultures sont compétitives en termes de productivité, souvent elles ne le sont pas sur les marchés internationaux pour des raisons de qualité et de sécurité sanitaire. Les cas de refus de produits d'Amérique centrale sur les marchés internationaux pour raison de contamination microbienne ou d'infestation sont récurrents. En outre, les marchés régionaux sont toujours plus exigeants, en particulier du fait de l'essor des supermarchés en Amérique centrale.

23. Les principaux défis que doit relever la production agricole en Amérique centrale peuvent se résumer ainsi: intensification de la production pour tirer parti des ressources limitées, amélioration de la qualité et de la sécurité sanitaire des produits pour les rendre plus compétitifs et conservation de la base productive (sols, ressources en eau et biodiversité). Il faut aussi veiller à ce que les bénéfices d'une agriculture plus productive profitent aux familles et aux communautés rurales, sur lesquelles se concentre la pauvreté dans la sous-région.

24. Pour relever ces défis, il est impératif d'encourager l'innovation, l'investissement et l'intégration dans les marchés, et de développer à cet effet les capacités institutionnelles et les politiques. Il importe de moderniser et de renforcer la capacité institutionnelle et le capital humain et d'appuyer les petits producteurs et leurs communautés pour les préparer - à court terme (formation, organisation en associations, etc.) et à long terme (relèvement du niveau d'éducation

et amélioration des infrastructures) - à tirer parti des opportunités nouvelles. La FAO a un rôle spécial à jouer dans le renforcement des systèmes phytosanitaires et l'appui à la gestion des ressources génétiques, des sols et des ressources hydriques.

Sols et ressources hydriques

25. Un des principaux problèmes qui affectent la production et la productivité agricole en Amérique centrale est la dégradation avancée des ressources naturelles, en particulier la dégradation et l'appauvrissement des sols en nutriments dans les zones de pentes, ainsi que la contamination et la gestion inefficace des ressources hydriques.

26. La dégradation des sols serait, d'après les estimations, responsable de 37 pour cent de la perte de productivité agricole en Amérique centrale. Sur l'ensemble des terres utilisées (terres agricoles, pâturages et forêts) dans la région, 32 pour cent sont sujettes à des phénomènes de dégradation, ce pourcentage pouvant atteindre 74 pour cent dans le cas des seules terres agricoles (Programme spécial de sécurité alimentaire, PESA, 2008), avec pour conséquence une perte de l'ordre de 37 pour cent de la productivité agricole (PNUE-ISRIC¹, 1991)

27. Les principales causes de dégradation des sols en Amérique centrale sont l'érosion (82 pour cent du total des terres affectées) et la dégradation chimique (11 pour cent). Alors qu'en Amérique du Sud, l'érosion est essentiellement due à la déforestation et au surpâturage, en Amérique centrale la principale cause est la gestion déficiente des terres agricoles, caractérisée par des zones de fortes pentes, des pluies importantes et des pratiques agricoles inadéquates. En outre, la profonde inégalité de la répartition des terres, conjuguée à l'insécurité des régimes fonciers, favorise par ailleurs une surexploitation des ressources pour des bénéfices à court terme. Pour conserver et restaurer les terres dégradées, des systèmes de gestion durable des terres ainsi que des approches, mesures et pratiques axées sur l'utilisation et la gestion durable de la fertilité des sols et des ressources en eau sont actuellement en cours d'élaboration. Des systèmes d'information sur les ressources en terres sont également en préparation pour appuyer la planification et les politiques d'utilisation des terres.

28. La région compte 23 bassins hydrographiques internationaux, dont la superficie totale représente 40 pour cent du territoire de l'Amérique centrale. Bien que la région dispose d'abondantes ressources en eau du fait de ses caractéristiques climatiques et géographiques, cette ressource est très fragile. Les principaux défis sont de capter et de mieux utiliser l'eau, mais surtout de réduire l'impact des établissements humains et des activités agricoles et industrielles sur les bassins et les sources, et d'éviter la contamination « en aval ». Par ailleurs, la répartition et la disponibilité des ressources hydriques ne sont pas uniformes en raison de multiples facteurs climatiques et géographiques. Comme 6 pour cent à peine des terres cultivées sont irriguées en Amérique centrale, l'extension des superficies irriguées présente un potentiel important, en privilégiant les ouvrages hydrauliques à faible coût, les équipements de micro-irrigation et l'irrigation de précision ainsi que le stockage de l'eau dans des petits réservoirs économiquement accessibles. Concernant la gestion des ressources hydriques, les efforts vont dans le sens d'une gestion intégrée à l'échelle des bassins hydrographiques, en élaborant des plans d'aménagement et en appuyant les organismes chargés de la gestion de la ressource.

Élevage

29. L'élevage est l'activité première en Amérique centrale, celle qui occupe la plus vaste superficie après les forêts, et l'expansion de l'élevage bovin a justement joué un rôle déterminant dans l'élargissement de l'espace agricole aux dépens des forêts. L'amélioration de la productivité et de l'efficacité de la production animale a été limitée, en particulier au Guatemala et au Honduras. Ce phénomène s'ajoute à la dégradation des pâturages et à la conversion des parcours à d'autres fins. La faible disponibilité de fourrage à la saison sèche est un problème généralisé. Dans ce contexte, la production de viande s'est stabilisée ou stagne depuis 1994, avec une

¹ PNUE-ISRIC, Programme des Nations Unies pour l'environnement - *World Soil Information Database*

croissance moyenne d'un pour cent par an entre 1994 et 2007. Dans le cas du sous-secteur laitier, la croissance de la production a été plus soutenue (4 pour cent) mais la région reste dépendante des importations.

30. De son côté, le petit élevage (volailles et porcins) a enregistré une croissance soutenue comprise entre 4 et 5 pour cent, et l'augmentation de la production, comme celle du lait, est légèrement supérieure à la croissance démographique. Le petit bétail contribue à la sécurité alimentaire et à la nutrition dans la mesure où l'essentiel de cet élevage est le fait de petites exploitations familiales et fournit des aliments de haute qualité à des secteurs pauvres de la population. Les grandes exploitations avicoles commerciales pour leur part alimentent principalement la consommation urbaine mais pénètrent toujours davantage les marchés ruraux. Globalement, la production animale a augmenté de 3 pour cent. Sur une consommation totale de produits carnés de 30 kg par habitant en 2003, la viande de volaille représentait 16 kg, la viande bovine 8,8 kg, la viande de porc 3,8 kg et les viandes autres 1,5 kg. Les écarts de consommation totale de viande entre les pays de la région variaient entre 18 et 54 kg/par habitant.

31. Les freins au développement de l'élevage ont été aussi bien endogènes qu'exogènes. Parmi les facteurs endogènes, le faible développement technologique, la vulnérabilité aux maladies et parasites, et la faible capitalisation. De surcroît, le développement économique à lui seul n'entraîne pas une hausse généralisée de la demande interne. La crise des prix alimentaires (2007-2008) et la crise financière (2008-2009) ont même provoqué un ralentissement de la croissance. Toutefois, il existe des différences notables entre les pays, avec d'un côté le Salvador, le Honduras et le Nicaragua qui ont affiché des taux de croissance supérieurs à la moyenne sous-régionale et, de l'autre, le Costa Rica, le Guatemala et le Panama, dont la croissance a été inférieure à la moyenne.

32. En ce qui concerne le commerce des produits d'origine animale, l'Amérique centrale est importatrice nette, et seuls le Costa Rica et le Nicaragua sont exportateurs nets. Le commerce interne à la sous-région représente 89 pour cent et 43 pour cent de la valeur totale des importations et des exportations, respectivement. Les États-Unis sont le principal marché d'exportation, avec 53 pour cent du total. Il subsiste un commerce important de bétail sur pied, sans valeur ajoutée, entre pays de la sous-région, ainsi que de fortes disparités au niveau des politiques douanières. Pour les produits carnés, les droits de douane varient entre 15 et 30 pour cent, tandis que pour les produits laitiers, ils oscillent entre 15 et 65 pour cent.

33. Un grand défi et en même temps un vrai potentiel à exploiter pour le secteur de l'élevage bovin réside dans la mise en œuvre de systèmes d'élevage intensif, permettant aussi de réduire les impacts sur l'environnement, comme la gestion sylvo-pastorale et l'élevage en semi stabulation. La croissance des sous-secteurs avicole et porcine, comme de la production laitière, implique l'application accrue de normes de qualité et de contrôles sanitaires. Il est indispensable d'améliorer l'industrialisation de l'élevage et les circuits de distribution pour présenter des produits plus élaborés et de meilleure qualité aux marchés d'exportation, à l'intérieur de la sous-région comme à l'extérieur.

Ressources forestières

34. La superficie totale de l'Amérique centrale est de 52,16 millions d'hectares, dont 22,411 millions recouverts de forêts. D'après les chiffres du Programme d'évaluation des ressources forestières de la FAO (FAO2005), le taux de déforestation est de 1,23 pour cent (pour la période 2000-2005). La production de bois industriel atteint 3,4 millions de mètres cubes (2005), et la valeur totale des exportations en 2005 était de 118 millions d'USD. (FAOSTAT).

35. Après des décennies de politiques publiques axées sur la conservation des forêts et la sensibilisation des populations, avec des succès notables, les pays de la région d'Amérique centrale débattent actuellement des opportunités et de la nécessité de développer l'utilisation économique des terres et forêts productives. Les succès remportés par les pays du Cône Sud, la hausse de la demande sous-régionale de produits du bois et l'existence de terres propres au

reboisement et au boisement, à laquelle il convient d'ajouter des conditions écologiques adaptées aux espèces à croissance rapide, sont à l'origine de ce mouvement. La crise financière mondiale actuelle, avec ses effets négatifs sur les ressources disponibles pour l'investissement direct étranger (IDE), et le ralentissement des économies des pays d'Amérique centrale n'ont pas d'incidence dommageable sur cette tendance. Un tel contexte ouvre des opportunités pour des investissements à long terme à l'abri des fortes variations des marchés mondiaux et, à l'échelle sous-régionale, il permet la création de bassins d'emplois avec une forte corrélation entre le nombre d'emplois créés et chaque dollar investi.

36. Le principe de plus en plus largement accepté du paiement du piégeage du carbone à travers des activités de boisement-reboisement (Mécanisme de développement propre -MDP), la création d'un fonds mondial pour la réduction des émissions provenant de la déforestation et de la dégradation des forêts (Programme REDD) et les négociations en cours sur la possibilité d'étendre ce dispositif à la déforestation évitée expliquent le fait que dans les deux prochaines années, les pays s'attachent à l'analyse des questions de quantification et de répartition sociale des revenus éventuels. Ce débat pose avec force la question des droits et de la participation des peuples autochtones.

37. Les défis pour ce sous-secteur incluent les capacités de mesure et de surveillance (inventaires) des ressources forestières, biomasse incluse, la détermination des valeurs de référence, la réduction des coûts liés à la production de ces informations, des rapports, des méthodologies communes à tous les pays, des bases de données compatibles, la normalisation à l'échelle de la sous-région des unités mesurées et la capacité toujours nécessaire d'analyse des politiques et de formulation des programmes. Les capacités et l'institutionnalisation nécessaires pour la réalisation d'études d'impact environnemental de qualité, susceptibles de guider la prise de décision sur les programmes et politiques publiques, sont aussi un domaine dans lequel il convient de renforcer les capacités des instances de gouvernement.

Pêche et aquaculture

38. La pêche et l'aquaculture en Amérique centrale ont enregistré une évolution très comparable à celle d'autres régions du monde, avec des niveaux intensifs de surexploitation des espèces halieutiques à forte valeur commerciale, surexploitation responsable de l'état critique des populations. C'est le cas de la crevette ou d'espèces recherchées comme le maigre ou courbine. L'aquaculture de son côté a enregistré une forte croissance au cours des vingt dernières années, tant à l'échelle industrielle qu'en milieu rural. En 2005, elle représentait en moyenne 10 pour cent de la production halieutique de la région, avec 76 517 tonnes.

39. Dans le secteur des pêches, le Panama occupe la première place avec une production de 270 643 tonnes, suivi par le Costa Rica, 61 788 tonnes, et le Salvador, 25 851 tonnes. Pour ce qui est de la production aquacole, le Honduras vient en première position avec 20 000 tonnes, suivi du Costa Rica, 17 742 tonnes, du Panama, 11 463 tonnes et du Belize, 11 045 tonnes.

40. La situation des espèces marines hautement migratrices comme les requins, thonidés, daurades, marlins et voiliers mérite l'attention et représente un des défis majeurs pour les pays de la sous-région, sachant que ces espèces font l'objet d'une exploitation intensive, non réglementée et non encadrée: régulée, avec déjà des effets significatifs sur certaines d'entre elles, notamment les requins. Il convient de noter que la pêche à la palangre représente pour les pays l'ultime frontière, d'où la nécessité urgente d'un effort régional pour garantir un avenir durable à cette pêche.

41. Un des principaux problèmes auxquels sont confrontés les pays d'Amérique centrale, dans le domaine de la pêche comme de l'aquaculture, est l'absence de normes reconnues par tous, qui permettraient de réguler efficacement le développement futur de ces activités. À cela il convient d'ajouter le vide actuel en matière de recherche biologique dans les deux secteurs - pêche et aquaculture - recherche pourtant essentielle pour d'une part gérer la ressource et, de l'autre, assurer le développement d'une aquaculture durable et respectueuse de l'environnement.

L'exploitation des ressources halieutiques côtières doit au moins être maintenue à ses niveaux actuels, tandis que doit s'intensifier la recherche axée sur la production d'alevins destinés aux programmes de repeuplement et de gestion.

42. L'aquaculture rurale, pour sa part, conserve un potentiel important mais il est nécessaire de remédier aux déficiences existantes en termes de formation, d'organisation et de marché. Sur ce dernier aspect, les marchés institutionnels de chacun des pays pourraient représenter une excellente alternative pour garantir une commercialisation susceptible de générer les revenus les plus élevés pour les producteurs organisés.

Changement climatique et bioénergies

43. Nonobstant les mesures prises par les pays pour atténuer les effets négatifs du changement climatique, il est clair que la sous-région est l'une des plus exposées du monde à ces effets. La preuve en est l'aggravation ces dernières années des inondations (Belize, Costa Rica, Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua) et des ouragans (qui touchent tous les pays, bien que dans une moindre mesure le Costa Rica et le Panama). Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) estime que ces changements, combinés à une hausse des températures moyennes, sont statistiquement significatifs.

44. L'augmentation de la probabilité d'événements catastrophiques et la gravité des dommages que pourraient provoquer ces catastrophes soulignent la nécessité d'actions préventives visant à réduire la vulnérabilité face à des scénarios catastrophiques. Le niveau d'impact dépendra de la capacité d'adaptation de chaque secteur et des investissements réalisés pour améliorer les capacités de réponse à des événements imprévus. Plusieurs pays de la région ont mis en place des systèmes nationaux de suivi, de prévention et de gestion des catastrophes naturelles, associant les différentes institutions impliquées dans les activités de gestion des risques et de réponse aux catastrophes naturelles. Actuellement les activités de gestion des risques et des catastrophes naturelles (GRD) dans les pays de la sous-région sont axées principalement sur les populations urbaines en termes de logement, d'eau et d'assainissement, de santé et d'infrastructure, alors que très peu d'efforts ont été faits pour élaborer et mettre en œuvre des programmes de renforcement de la GRD dans le secteur agricole rural, malgré l'énorme impact social et économique des catastrophes naturelles sur l'agriculture et les moyens d'existence des populations rurales. Cela dit, il existe des expériences abouties et systématisées au Honduras, avec l'application de systèmes d'agroforesterie à la gestion intégrale des risques (système agroforestier Quesungual).

45. Les bioénergies peuvent constituer une opportunité en termes de revenus, de création d'emplois et de croissance économique pour le secteur agricole de l'Amérique centrale. Outre le fait qu'elles s'inscrivent dans le cadre d'une stratégie prioritaire pour réduire la vulnérabilité énergétique de la région, elles présentent d'incontestables avantages comparatifs pour l'environnement qui mériteraient d'être pris en considération.

46. Étant donné la controverse actuelle autour des bioénergies, il est recommandé aux ministères de l'agriculture et de l'énergie d'engager une réflexion sur les questions et les aspects qu'il convient de clarifier et d'analyser pour faciliter la prise de décision sur une politique d'agro-énergie et de biocarburants. Parmi les aspects à préciser, il est nécessaire d'évaluer le bilan énergétique des biocarburants dérivés des cultures traditionnelles et de nouvelles espèces, en d'autres termes la quantité d'énergie fossile (pétrole) consommée par unité de biocarburant. Il faudra aussi identifier les espèces végétales qui ne sont pas présentes dans la région et qui paraissent prometteuses, pour vérifier s'il est possible de les adapter aux conditions pédologiques et climatiques de la sous-région.

47. Les études devront porter également sur la disponibilité et l'utilisation actuelle des sols, de l'irrigation, de la main d'œuvre et des techniques de production, à l'échelle sous-régionale et nationale, afin de prévenir d'éventuelles situations de concurrence entre produits alimentaires, exportations agricoles et biocarburants. Il est aussi nécessaire d'analyser et de comparer l'efficacité économique et la propreté environnementale des différentes technologies proposées

sur le marché international pour la production des biocarburants, afin d'en rationaliser l'acquisition. Il convient d'examiner l'expérience des pays qui se sont déjà engagés dans la production de biocarburants, pour en déterminer les effets positifs et négatifs. À cet égard, il convient d'analyser en détail l'expérience de pays qui ont été chefs de file dans ce domaine comme le Brésil, le Canada, les États-Unis et l'Europe notamment.

Défis et priorités

Détermination des priorités

48. À partir de la situation de l'agriculture, de l'élevage, des forêts et des ressources piscicoles décrite ci-dessus, la présente section décrit les principaux défis auxquels est confrontée la région et fixe les priorités et domaines programmatiques d'intervention de la FAO, ainsi que les résultats attendus à la fin 2012.

49. Il convient de noter que l'identification des domaines d'intervention de la FAO en Amérique centrale est l'aboutissement d'un processus de consultations engagé avec tous les Bureaux des représentants de la sous-région en janvier 2009. En collaboration avec les autorités nationales, une analyse et une évaluation de l'importance, pour chaque pays, de chacun des Objectifs stratégiques (OS) et des Résultats organisationnels (RO) ont été réalisées. Dans un deuxième temps, les priorités les plus récurrentes ont été sélectionnées pour déterminer les objectifs stratégiques et les résultats organisationnels les plus pertinents pour la sous-région dans son ensemble.

50. La synthèse des priorités nationales a permis de dégager une première vue d'ensemble sur l'importance relative des besoins de coopération technique dans la sous-région. De même ont été prises en compte les stratégies mises en œuvre par les organisations d'intégration régionale dans des domaines touchant au champ d'action de la FAO et les priorités mises en avant par la précédente Conférence régionale (avril 2008). Tels ont été les principaux éléments de travail utilisés lors des ateliers de l'équipe pluridisciplinaire sous-régionale organisés par la FAO au Panama, en mars et en décembre 2009, avec la participation de tous les responsables du Bureau sous-régional ainsi que des Représentants et Chargés de programmes des six pays.

51. Ces ateliers ont permis d'identifier six grands défis pour guider l'action de la FAO dans la sous-région, à savoir:

- 1) *Faible niveau de rentabilité de la production dans le contexte de la crise des prix alimentaires.* La flambée des prix des produits alimentaires en 2008 a eu pour corollaire l'augmentation du prix des intrants, mais l'abaissement partiel des prix agricoles en 2009 ne s'est pas accompagné d'une baisse équivalente du prix des intrants, d'où la dégradation de la rentabilité de la production, avec des effets négatifs sur la viabilité économique de nombreux produits comme des producteurs les plus faibles ou les plus vulnérables.
- 2) *Niveaux insuffisants de compétitivité.* Compte tenu des faibles rendements moyens mis en évidence dans la sous-région, l'Amérique centrale est confrontée à un problème de manque de compétitivité qui influe sur sa capacité à intégrer les marchés internationaux et à réduire ses importations alimentaires.
- 3) *Chômage et pauvreté.* La section 2.1 présente les indicateurs de pauvreté et de chômage ainsi que les tendances préoccupantes à la dégradation de ces mêmes indicateurs.
- 4) *Accès insuffisant à l'alimentation.* L'importance de ce défi est aussi détaillée à la section 2.1 et il convient donc de prendre note des programmes mis en œuvre pour relever ce défi dans la sous-région.
- 5) *Dégradation des ressources naturelles. Vulnérabilité.*

- 6) *Intégration régionale.* L'Amérique centrale a entrepris depuis plusieurs décennies de se doter d'un mécanisme d'intégration, à travers les différentes instances qui composent le Système d'intégration centraméricaine (SICA) mais sans réussir à atteindre le niveau nécessaire pour soutenir pleinement le développement agricole et la sécurité alimentaire de la sous-région. L'assistance de la FAO peut contribuer de manière significative à ce processus d'intégration, en appuyant la consolidation technique et institutionnelle des instances sous-régionales concernées dans ses domaines d'intervention.

52. L'analyse des défis auxquels se heurte la sous-région et l'examen des priorités fixées par les Ministres de l'agriculture réunis au sein du Conseil agricole d'Amérique centrale (CAC) ont permis d'identifier les trois priorités qui devraient guider l'action de la FAO dans la sous-région dans les prochaines années:

- 1) L'agriculture familiale, comme base du développement rural, de la sécurité alimentaire et de la réduction de la pauvreté.
- 2) Le renforcement technique sur les questions de qualité sanitaire des produits agricoles et de développement du commerce transfrontalier pour favoriser l'intégration régionale.
- 3) La gestion et la conservation des ressources naturelles et de l'environnement.

53. Dans ce cadre, l'équipe pluridisciplinaire sous-régionale a proposé cinq domaines programmatiques, liés aux résultats organisationnels jugés les plus pertinents, prioritaires et réalisables dans la sous-région.

54. L'Annexe 1 présente la matrice « Pertinence des résultats organisationnels par pays et agrégée, SLM » qui reflète la pertinence (haute, moyenne, faible) accordée par chaque pays aux objectifs stratégiques et aux résultats organisationnels.

Priorités, domaines programmatiques et résultats organisationnels

55. Le tableau 1 montre la relation entre les trois priorités retenues pour répondre aux défis de la sous-région, les domaines programmatiques que doit cibler l'action de la FAO et les résultats organisationnels attendus à la fin de l'exercice biennal.

Tableau 1. Correspondance entre les priorités, domaines programmatiques et résultats de l'Organisation

Priorités	Domaines programmatiques	Résultats de l'Organisation
1- L'agriculture familiale comme base du développement rural, de la sécurité alimentaire et de la réduction de la pauvreté	1.1 Promouvoir l'augmentation de la production agricole et piscicole	<ul style="list-style-type: none"> ● Renforcement des capacités nationales et régionales pour une prise de décisions plus efficaces et stratégiques en vue d'augmenter la production agricole (A1) ● Mise en œuvre de politiques et stratégies de conservation de la biodiversité pour la gestion des ressources phylogénétiques et des systèmes de semences (A4) ● Contribution du secteur de l'élevage à la sécurité alimentaire, à la protection des moyens d'existence et au développement rural (B1) ● Les États membres et autres parties prenantes ont amélioré la formulation de normes et politiques visant à faciliter l'application du Code de conduite pour une pêche responsable et autres instruments internationaux, ainsi que la réponse à des questions émergentes (C1)
	1.2. Contribuer à l'avancement des pays d'Amérique centrale vers la réalisation de l'Objectif 2 des OMD: réduire de moitié entre 1990 et 2015 la proportion de personnes victimes de la faim.	Les États membres, les artisans du développement et autres parties intéressées ont accès à l'information, à l'analyse et aux enseignements tirés des expériences réalisées en vue d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition (H1)
2- Le renforcement technique sur les questions de qualité sanitaire et de commerce transfrontalier pour favoriser l'intégration régionale	2.1 Améliorer la santé végétale et animale et la sécurité sanitaire des aliments 2.2 Consolider la hausse de la compétitivité de la production et des entreprises rurales, agricoles, animales, forestières, piscicoles et aquacoles, en particulier en faveur des petits producteurs	<ul style="list-style-type: none"> ● Réduction durable, à l'échelle nationale, régionale et mondiale, du risque d'infestations et de maladies des plantes (A2) ● Augmentation de la capacité d'analyse des changements dans le contexte commercial international et des opportunités commerciales, créant ainsi un cadre normatif et institutionnel favorable aux producteurs agricoles et aux entreprises agroalimentaires (G4)
3. La gestion et la conservation des ressources naturelles et de l'environnement	3. Améliorer l'exploitation durable des ressources naturelles et la gestion des risques en Amérique centrale.	<ul style="list-style-type: none"> ● Augmentation de la capacité des pays à faire face à la pénurie d'eau et à améliorer la productivité des ressources hydriques au niveau des systèmes agricoles à l'échelle nationale et des bassins hydrographiques (y compris les masses d'eau transfrontalières) (F2) ● Les politiques et pratiques affectant les forêts et la sylviculture s'appuient sur des informations fiables et pertinentes/ sont renforcées par la coopération et le débat à l'échelle internationale (E1) ● Valorisation des valeurs sociales et économiques des arbres et des forêts, ainsi que des bénéfices pour les moyens d'existence. Les marchés des produits et services forestiers contribuent à faire de la sylviculture une option d'utilisation des terres plus viable en termes économiques (E5) <p>Généralisation des principes de gestion durable des arbres et des forêts, d'où un recul de la déforestation et de la dégradation des forêts et une plus grande contribution des arbres et forêts à l'amélioration des moyens d'existence et à l'atténuation des changements climatiques (E4)</p>

Contribution aux priorités adoptées par le Conseil agricole d'Amérique centrale (CAC)

56. La Politique agricole centraméricaine (PACA) et les priorités fixées par le CAC, organe institutionnel compétent dans le Système d'intégration centraméricaine (SICA), ont été des éléments déterminants dans la formulation du programme de travail sous-régional 2010-2011 et constituent le cadre de référence de la collaboration et de l'appui à l'institution sous-régionale.

57. Le Bureau sous-régional et son équipe pluridisciplinaire entretiennent avec le Secrétariat exécutif du CAC des liens étroits de collaboration et de consultation qui ont permis la réalisation d'activités conjointes dans divers domaines, au titre de projets du Programme de coopération technique (PCT) ou de l'assistance technique fournie par l'équipe pluridisciplinaire sous-régionale.

58. Le programme de travail pour l'exercice biennal répond aux priorités du CAC inscrites dans la PACA, principalement sur l'Axe « Compétitivité et agro-industries » et ses trois thèmes transversaux. Sur les 19 mesures régionales que met en avant cet axe de travail, les produits et services de la FAO seront concentrés sur l'appui à la mise en œuvre des mesures liées à l'amélioration de la santé végétale et animale et à la sécurité sanitaire des aliments en vue de favoriser le commerce et de protéger la santé humaine. Cet axe insiste aussi sur la contribution permanente de la FAO à la mesure concernant la mise en œuvre de mécanismes de coordination et d'activités régionales destinés à faire face à des situations exceptionnelles qui influent sur les marchés des produits agricoles. Il met l'accent en particulier sur l'étroite collaboration nécessaire pour mener à bien le projet engagé récemment sur la production de semences pour l'agriculture familiale et les études sur les perspectives et conséquences du phénomène El Niño pour l'agriculture et la sécurité alimentaire de la sous-région, ainsi que sur les capacités de stockage et de transformation des céréales de base dans les pays d'Amérique centrale.

59. Un autre domaine dans lequel le programme sous-régional de la FAO rejoint la PACA et l'un de ses axes transversaux est celui de l'appui et du développement de l'agriculture familiale et des capacités d'entreprise des petits agriculteurs, jugés essentiels pour dynamiser l'économie rurale et la sécurité alimentaire. La majeure partie des programmes exécutés par la FAO avec les gouvernements de la sous-région va dans ce même sens, et l'Organisation peut aussi fournir un appui technique à la mise en œuvre de la Stratégie centraméricaine de développement rural territorial (ECADERT en espagnol), lancée récemment par le CAC.

60. Sur le thème transversal de la gestion agro-environnementale, la FAO dispose dans la région d'une vaste expérience du travail de terrain et institutionnel, et nombre de projets sont actuellement en cours de réalisation dans ce domaine. Les enseignements tirés des activités sur l'agriculture familiale en zones de pentes (à travers le Programme spécial pour la sécurité alimentaire par exemple) et sur la gestion durable de l'eau et des sols sont autant de contributions techniques à la mise en œuvre de la Stratégie régionale agro-environnementale et sanitaire (ERAS en espagnol) promue par le CAC en collaboration avec d'autres instances du SICA.

61. Enfin, sur le thème transversal du développement institutionnel, le programme de travail sous-régional vise à inscrire la sécurité alimentaire au cœur des politiques agricoles. A cet effet, il est prévu, d'une part, de renforcer l'appui et la collaboration avec les instances sous-régionales, et, de l'autre, de soutenir les initiatives institutionnelles mises en œuvre à l'échelle nationale pour consolider le secteur agricole, en vue de placer la sécurité alimentaire au cœur des priorités des politiques publiques nationales.